
Équateur : peuples, communautés et nature contre le palmier à huile

En Équateur, l'expansion des monocultures industrielles de palmier à huile constitue la principale cause de déforestation. Un échange de savoirs, le premier du genre au pays, a réuni des dirigeants et dirigeantes des provinces touchées par le palmier à huile et a débouché sur la création du RÉSEAU des peuples souverains contre le palmier à huile.

Des journées de débat, de réflexion et de résistance ont eu lieu à Quito, du 9 au 13 octobre 2018, dans le cadre de la rencontre Peuples, Communautés et Nature contre le palmier à huile. Cet échange de savoirs qui a réuni des dirigeants et dirigeantes des provinces touchées par les plantations de palmier à huile des trois régions du pays est le premier du genre en Équateur.

Dans ce pays, l'expansion des monocultures industrielles de palmier à huile constitue la principale cause de la déforestation. Il existe actuellement plus de 300 000 hectares de plantations de palmier à huile au pays qui produisent 577 000 tonnes d'huile de palme par année, dont 61 % sont exportées.

Notre pays subit les conséquences du modèle d'accumulation agroindustriel : cas multiples de violence, de spoliation et de contamination par l'industrie du palmier à huile avec une forte tendance à l'impunité. Face à cette situation, les communautés paysannes qui défendent la souveraineté alimentaire disent « Ça suffit ». Dans divers secteurs de la société civile surgit le besoin d'entamer une série d'actions pour défendre des droits humains et de la nature bafoués par l'industrie de la palme.

Cet effort collectif de réflexion a donné naissance au RÉSEAU des peuples souverains contre le palmier à huile, lequel a produit la déclaration suivante :

« En présence d'institutions et d'organisations nationales et internationales, à cette première rencontre, les peuples et les communautés de l'Équateur, nous avons confirmé de multiples violations des droits causés par l'agro-industrie du palmier à huile en Équateur.

Les palmiculteurs imposent un système basé sur la destruction des forêts et placent les paysans, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine dans des conditions précaires.

L'agro-industrie du palmier à huile veut des terres pour installer ses grandes monocultures basées sur l'utilisation intensive de produits agrottoxiques, dépouiller les paysans de leurs terres, s'approprier toutes les sources d'eau ou les contaminer avec leur utilisation irresponsable et accaparatrice ; le tout, afin d'obtenir des matières premières pour des produits comestibles fortement transformés de mauvaise qualité, des produits industriels et des agrocarburants.

À l'occasion de cette première rencontre, nous dénonçons les violations des droits de la nature, des peuples et des communautés en Équateur :

- L'expansion des plantations de palmier à huile représente la première cause de la déforestation

des forêts et des jungles primaires en Équateur et ailleurs en Amérique latine. Cette activité est sur le point de faire disparaître la forêt mégadiversifiée du Chocó en violation des droits de la nature.

- Les plantations de palmier à huile ont causé une division des communautés et une fragmentation de territoires ancestraux autochtones, afro-équatoriens et paysans, en perturbant les logiques de la vie.

- Dans de nombreux cas, les monocultures de palmier à huile se sont déployées dans les territoires au moyen d'expulsions de communautés et d'achat-ventes frauduleux de la terre accompagnés de violence, de meurtres et d'assassinats.

- Les plantations de palmier à huile encouragent la concentration de la propriété de la terre, laquelle est liée à l'accaparement de l'eau, à l'utilisation de semences industrielles, aux mesures incitatives gouvernementales, à la commercialisation et au marché.

- Ce problème touche plus de 400 000 hectares en Équateur, où les statistiques officielles n'incluent pas toutes les superficies de plantation.

- Cette expansion du palmier menace la souveraineté alimentaire et le droit humain à l'alimentation en réduisant les superficies de cultures paysannes diversifiées.

- Conjointement avec la Corporación Financiera Nacional (CFN), les entreprises palmicoles ont promu des chaînes de production qui ont pour effet de dépouiller les paysans de leurs terres à travers l'endettement.

- Là où s'installent les plantations, l'économie paysanne locale est détruite et la population est prolétarisée et soumise à l'exploitation du grand capital.

- La culture industrielle du palmier à huile comporte une utilisation élevée de produits agrottoxiques pour éliminer les espèces natives qui composent les forêts. L'extraction de l'huile comporte également une phase de contamination qui détruit les conditions de vie des rivières et des autres plans d'eau autour des plantations.

- Cette destruction de la vie aquatique dans les rivières et les estuaires touche la pêche, une importante source de subsistance alimentaire des communautés.

- La contamination de l'eau cause de graves maladies de la peau, le cancer, des avortements spontanés et en général, une augmentation de la mortalité dans les communautés environnantes et celles qui se trouvent en aval des plantations.

- L'augmentation de la consommation de l'huile de palme industrielle, chargée de produits agrottoxiques, principalement dans les secteurs les plus pauvres, a entraîné une augmentation dramatique de diverses maladies.

- La destruction environnementale que cause le palmier à huile s'ajoute à d'autres formes de spoliation comme les industries minière, pétrolière, etc.

- Les plantations de palmier à huile sont liées à l'expansion des grandes infrastructures routières comme le corridor Manta-Manaos.

- L'utilisation intensive des produits agrototoxiques ajoutée aux effets de la monoculture de palmier à huile a aggravé la crise de la pourriture du bourgeon, ce qui a entraîné une grande spirale toxique qui porte atteinte à la santé de l'environnement, des travailleurs et des communautés.

- Les autorités qui doivent effectuer le contrôle des plantations de palmier à huile, comme le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture ou la SENAGUA, ont négligé leurs devoirs et ne se sont pas attaqués à ce problème.

- Nous dénonçons qu'il n'y a pas d'accès à la justice, car les grands groupes d'entreprises du palmier souçoient le système judiciaire.

- Nous dénonçons la RSPO qui, avec sa certification accordée aux entreprises palmycolles, légitime l'expansion de la monoculture de palmier à huile, la violation des droits des communautés locales et la destruction d'écosystèmes.

- Face à cette situation, nous, les peuples autochtones et les paysans, nous revendiquons notre relation avec la nature. Nous avons le devoir et le droit collectif et historique de récupérer, de renforcer et de maintenir les soins et la protection de nos modes de vie, de nos propres savoirs et droits, de notre autonomie, de notre agriculture traditionnelle paysanne et de notre souveraineté alimentaire.

Face à cette vulnérabilité des droits, nous, les communautés et les peuples touchés, nous nous sommes regroupés dans le **RÉSEAU des peuples souverains contre le palmier à huile** et nous préconisons des solutions que l'État et la société équatorienne doivent obligatoirement retenir :

- Récupérer et protéger les rivières et les fleuves est vital pour que l'on puisse boire l'eau en toute sécurité ; il faut sauvegarder la faune et la flore dont dépendent les communautés pour la vie, les loisirs, les activités quotidiennes et le symbolisme culturel de ces espèces.

- Les entreprises palmycolles doivent assumer leurs responsabilités économiques et sociales pour les dommages causés et il faut entamer un processus de réparation intégrale de la population et la restauration de la nature.

- La justice doit être indépendante des pressions des grandes entreprises pour pouvoir appliquer la loi et les droits des communautés.

- L'État doit se doter d'une politique qui assure le travail et l'accès à la terre en Équateur, pour enrayer l'exode des jeunes vers la ville en raison de l'absence d'options à la campagne.

- Nous demandons que soit priorisée l'agriculture paysanne à petite échelle, laquelle alimente nos populations, car c'est elle qui se charge de la production destinée à la consommation locale contrairement aux monocultures centrées sur l'exportation.

- L'occasion existe pour convertir les territoires de palmier à huile en systèmes de production diversifiée comme le cacao biologique national qui causent moins de dommages à l'environnement et génèrent des rendements plus élevés. Pour ce faire, il faut appuyer la petite paysannerie.

- Les autorités actuelles doivent renverser la situation ; ces résolutions seront présentées au président de la République, au ministre de l'Agriculture et au ministre de l'Environnement pour qu'ils sortent de leur inaction et cessent de promouvoir le palmier à huile.

- Nous exigeons que le ministère de l'Environnement effectue les contrôles pertinents pour éviter le remplacement des forêts indigènes par les palmiers et la contamination causée par ces plantations et les usines d'extraction d'huile.

- Nous exigeons que la CFN, le BNF et les autres institutions de crédit se coordonnent avec le ministère de l'Environnement et le MAGAP (ministère de l'Agriculture) pour NE PAS octroyer de crédit aux projets qui causent la déforestation, les conflits sociaux et les violations des droits.

- Pendant que l'on continue de violer les droits de nos communautés, nous proclamons le droit à la résistance des peuples contre l'expansion des plantations de palmiers à huile dans les territoires communaux et paysans.

- Les organisations ici réunies, nous surveillerons les terres des plantations de palmier à huile pour exiger un vrai comptage et des statistiques officielles qui correspondent à la réalité.

- Nous nous engageons à assurer le suivi de cette rencontre à travers le renforcement de nos organisations et réseaux, par le développement d'espaces de discussion et d'actions contre l'expansion de la culture du palmier, ainsi que l'intensification de nos résistances et luttes aux plans local, national et international. Nous nous regroupons aujourd'hui en *réseau d'organisations sociales et paysannes contre la palmiculture*.

- Les violations de droits décrites ici ainsi que ces propositions seront également présentées à la justice internationale et aux organisations sociales solidaires de la planète entière.

Quito, 11 octobre 2018"

Alex Naranjo, Campaña Soberanía Alimentaria, Acción Ecológica, verdevegetal@yahoo.com

target="_blank" rel="noopener">>>> **Regarder la vidéo (en espagnol)** Témoignages de la première réunion des peuples et communautés touchés par les monocultures de palmier à huile en Equateur